

- le cas échéant, sous couvert des ministères de tutelle, aux services administratifs compétents.

Art. 6. — Les destinataires du dossier transmettent leur avis circonstancié au secrétariat de la commission dans un délai de trente jours à compter de la réception du dossier. A cet effet, ils sont habilités à solliciter de l'entreprise qui réalise le programme d'investissement toutes informations ressortissant à l'exercice de leurs compétences respectives.

Art. 7. — A partir de l'ensemble des avis reçus, le secrétariat de la commission établit un rapport de présentation du dossier de demande d'agrément, en vue de son examen par la commission.

Réunion

Art. 8. — La commission se réunit sur convocation de son président ou, en l'absence de celui-ci, de son vice-président.

Art. 9. — La convocation est adressée au moins huit jours avant la date de tenue de la réunion, aux membres de la commission et, le cas échéant, aux ministres en charge des secteurs d'activités dont relève le programme d'investissement.

La convocation adressée aux membres de la commission et, le cas échéant, aux ministres en charge des secteurs d'activités dont relève le programme d'investissement, est complétée de l'ordre du jour et d'un dossier de séance comprenant le rapport de présentation prévu à l'article 7.

Art. 10. — Le quorum est fixé à quatre membres, dont le président de séance.

Les membres ne peuvent se faire représenter.

Les séances de la commission ne sont pas publiques. Toutefois, sur proposition du président de séance, ou du secrétariat, la commission peut entendre toute personne susceptible de compléter son information. En outre, les membres de la commission et, le cas échéant, les ministres en charge des secteurs d'activités dont relève le programme d'investissement, peuvent se faire assister en réunion des collaborateurs de leur choix.

Art. 11. — Le secrétariat de la commission présente les dossiers et est chargé d'établir le compte rendu de la séance.

Délibéré

Art. 12. — Le président de séance peut différer le délibéré s'il estime que la commission n'est pas suffisamment éclairée. Dans ce cas, il sollicite un complément d'instruction par le secrétariat et renvoie le dossier à une prochaine réunion.

Art. 13. — L'avis de la commission est rendu à la majorité des membres présents.

Les ministres en charge des secteurs d'activités dont relève le programme d'investissement n'ont pas voix délibérative.

En cas de partage des voix, celle du président de séance est prépondérante.

Notification de l'avis

Art. 14. — Le secrétariat de la commission consultative des agréments fiscaux notifie l'avis au ministre en charge des finances, à l'exclusion de toute autre personne ou autorité. A cet avis est joint le dossier complet de demande d'agrément.

Art. 15. — A partir de l'avis rendu, un projet de décision est élaboré sur le rapport du ministre en charge des finances puis transmis au conseil des ministres aux fins de son examen dans les conditions fixées par l'article 157-2 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée susvisée.

Dispositions diverses

Art. 16. — Les dispositions des articles 2 à 15 sont applicables aux demandes d'agrément au régime des investissements dans les fonds communs de placement à risques présentés par les entreprises de marché ou prestataires de service d'investissement dans les conditions du titre III de la troisième partie du code des impôts.

Art. 17. — Les membres de la commission consultative des agréments fiscaux, les ministres siégeant avec voix consultative et, de manière générale, toute personne appelée à prendre connaissance des informations communiquées dans le cadre de l'instruction des dossiers et des réunions de la commission, sont tenus au secret professionnel dans les termes de l'article 461-1 du code des impôts.

Art. 18. — L'arrêté n° 697 CM du 11 juillet 2006 fixant les modalités de saisine et de fonctionnement de la commission consultative des agréments fiscaux en application de l'article 951-8 du code des impôts et portant approbation des imprimés de demande d'agrément est abrogé.

Art. 19. — Le ministre de l'économie et des finances, en charge du budget, des comptes publics, de la réforme fiscale et des petites et moyennes entreprises, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 mai 2009.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
Le ministre de l'économie et des finances,
Georges PUCHON.

ARRETE n° 608 CM du 13 mai 2009 portant application de la procédure d'agrément simplifiée prévue aux articles LP. 913-3 et LP. 913-7 du code des impôts.

NOR: SC0900086JAC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie et des finances, en charge du budget, des comptes publics, de la réforme fiscale et des petites et moyennes entreprises,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1164 PR du 17 avril 2009 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du

gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code des impôts et notamment ses articles LP. 913-3 et LP. 913-7 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 6 mai 2009,

Arrête :

Article 1er. — Conformément aux articles LP. 913-3 et LP. 913-7 du code des impôts, ne sont pas soumises à l'avis préalable de la commission consultative des agréments fiscaux :

- les demandes d'agrément des programmes d'investissement aux dispositifs du régime des investissements indirects et au régime des investissements directs, lorsque le montant total du programme d'investissement est inférieur à 100 000 000 F CFP ;
- les demandes de modifications des programmes d'investissement, postérieurement à leur agrément, lorsque les modifications ne sont pas substantielles et affectent pour moins de 20 % la base d'investissement agréée par rapport à la demande d'agrément initiale.

Le montant visé au deuxième alinéa est à considérer toutes taxes comprises.

Dépôt des demandes

Art. 2. — Les demandes d'agrément ou de modifications éligibles à la procédure simplifiée dans les conditions prévues à l'article 1er, sont déposées au service des contributions, en dix exemplaires, par l'entreprise qui réalise le programme d'investissement.

Art. 3. — Les demandes de modifications de programmes d'investissement agréés doivent être motivées et accompagnées de tous documents de nature à justifier l'augmentation ou la diminution de la base d'investissement agréée retenue initialement.

Instruction des dossiers

Art. 4. — Le service des contributions est habilité à solliciter tous compléments d'informations ou pièces manquantes au dossier, à tout moment de la procédure d'agrément.

Art. 5. — Le service des contributions notifie l'irrecevabilité du dossier dans les cas suivants :

- demande d'agrément présentée au titre d'un secteur d'activité non éligible au dispositif concerné par cette demande ;
- défaut de réponse aux demandes de pièces nécessaires au caractère complet du dossier, dans un délai de régularisation de trente jours ;
- absence de mandat du représentant de l'entreprise ;
- inexistence juridique de l'entreprise (immatriculation en cours).

Art. 6. — Le service des contributions délivre à l'entreprise qui réalise le programme d'investissement un récépissé de dépôt de dossier.

Art. 7. — Le dossier complet est transmis par le service des contributions, pour avis, aux services administratifs concernés par le secteur d'activité dont relève la demande, sous couvert de leurs ministères de tutelle respectifs.

Art. 8. — Les destinataires du dossier complet transmettent leur avis circonstancié au service des contributions dans un délai de trente jours à compter de la réception du dossier.

Art. 9. — A partir de l'ensemble des avis reçus, le service des contributions établit un rapport de présentation du dossier de demande d'agrément, à l'attention du ministre en charge des finances.

Art. 10. — Sur le rapport du ministre en charge des finances, un projet de décision est transmis au Président de la Polynésie française aux fins de son examen dans les conditions fixées par l'article 157-2 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée susvisée.

Art. 11. — Le ministre de l'économie et des finances, en charge du budget, des comptes publics, de la réforme fiscale et des petites et moyennes entreprises, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 mai 2009.

Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
Le ministre de l'économie et des finances,
Georges PUCHON.

NOR : SC20090024C

ARRÊTE n° 609 CM du 13 mai 2009 portant approbation des formulaires types à souscrire dans le cadre des dispositifs d'incitation fiscale à l'investissement faisant l'objet des titres Ier, II et III de la troisième partie du code des impôts.

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie et des finances, en charge du budget, des comptes publics, de la réforme fiscale et des petites et moyennes entreprises.

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1164 PR du 17 avril 2009 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code des impôts ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 6 mai 2009,

Arrête :

Formulaires types de demande d'agrément

Article 1er. — Les demandes d'agrément des programmes d'investissement aux dispositifs d'incitation fiscale à l'investissement faisant l'objet des titres Ier, II et III de la troisième partie du code des impôts doivent contenir, *a minima*, les informations suivantes :